

**PROCÉDURE DE RÉCEPTION ET D'EXAMEN  
DES PLAINTES FORMULÉES  
DANS LE CADRE DE L'ADJUDICATION OU  
L'ATTRIBUTION D'UN CONTRAT**

## TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1	PRÉAMBULE .....	1
ARTICLE 2	OBJECTIF DE LA PROCÉDURE .....	1
ARTICLE 3	INTERPRÉTATION .....	1
ARTICLE 4	APPLICATION .....	2
ARTICLE 5	PLAINTES FORMULÉES À L'ÉGARD D'UN <i>PROCESSUS D'ADJUDICATION</i> .....	2
	5.1 Intérêt requis pour déposer une plainte .....	2
	5.2 Motifs au soutien d'une plainte .....	2
	5.3 Modalités et délai de transmission d'une plainte .....	2
	5.4 Contenu d'une plainte .....	3
	5.5 Critères de recevabilité d'une plainte .....	3
	5.6 Réception et traitement d'une plainte .....	3
	5.7 Décision .....	4
ARTICLE 6	MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS ET PLAINTES FORMULÉES À L'ÉGARD D'UN <i>PROCESSUS D'ATTRIBUTION</i> .....	5
	6.1 Motifs au soutien d'une manifestation d'intérêt .....	5
	6.2 Modalité et délai de transmission d'une manifestation d'intérêts .....	5
	6.3 Contenu d'une manifestation d'intérêt .....	5
	6.4 Critères d'admissibilité d'une manifestation d'intérêt .....	5
	6.5 Réception et traitement de la manifestation d'intérêt .....	6
	6.6 Décision .....	6
ARTICLE 7	ENTRÉE EN VIGUEUR ET ACCESSIBILITÉ .....	6
ANNEXE I	Avis relatif à l'intérêt .....	7
ANNEXE II	Avis d'irrecevabilité .....	7
ANNEXE III	Décision – irrecevabilité .....	8
ANNEXE IV	Décision – acceptation de la plainte .....	9
ANNEXE V	Décision – rejet de la plainte .....	9
ANNEXE VI	Décision – manifestation d'intérêt inadmissible .....	10
ANNEXE VII	Décision – manifestation d'intérêt acceptée .....	11
ANNEXE VIII	Décision – manifestation d'intérêt rejetée .....	12

**CONSIDÉRANT QUE** le projet de loi n° 108, *Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l’Autorité des marchés publics* (L.Q. 2017, c. 27) (ci-après « La Loi »), a été sanctionné le 1<sup>er</sup> décembre 2017;

**CONSIDÉRANT QUE** suite à cette sanction et conformément à l’article 573.3.1.3 de la *Loi sur les cités et villes* (ci-après « LCV »), une ville doit se doter d’une procédure de réception et d’examen des plaintes formulées dans le cadre de l’adjudication d’un contrat à la suite d’une demande de soumissions publique ou de l’attribution d’un contrat de gré à gré avec un fournisseur unique comportant une dépense égale ou supérieure au seuil minimal de demande de soumissions publique;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Rimouski souhaite adopter une procédure de réception et d’examen des plaintes formulées dans le cadre de l’adjudication ou l’attribution d’un contrat;

## **ARTICLE 1 PRÉAMBULE**

Le préambule fait partie intégrante de la présente procédure.

## **ARTICLE 2 OBJECTIF DE LA PROCÉDURE**

La présente procédure vise à assurer un traitement équitable des plaintes formulées auprès de la Ville de Rimouski dans le cadre d’un *processus d’adjudication* ou d’*attribution d’un contrat visé*.

## **ARTICLE 3 INTERPRÉTATION**

À moins de déclaration expresse à l’effet contraire ou résultant du contexte ou de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont, dans la présente procédure, le sens et l’application que lui attribue le présent article :

*Contrat visé* : Contrat pour l’exécution de travaux ou pour la fourniture d’assurance, de matériel, de matériaux ou de services, incluant les services professionnels, que la Ville de Rimouski peut conclure comportant une dépense égale ou supérieure au seuil minimal de demande de soumissions publique applicable.

*Processus d’adjudication* : Tout processus de demande de soumissions publique en cours devant mener à l’adjudication d’un *contrat visé*.

*Processus d’attribution* : Tout processus visant à attribuer de gré à gré un *contrat visé* avec un fournisseur qui est le seul en mesure de fournir les matériaux, le matériel ou les services demandés, conformément à l’article 573.3.0.0.1 de la LCV.

*Responsable désigné* : Personne chargée de l’application de la présente procédure.

*SEAO* : Système électronique d’appel d’offres visé à l’article 11 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

*Directeur général* : Titulaire du poste de directeur général figurant à l'organigramme de la Ville ou, en cas d'absence, d'empêchement ou d'incapacité d'agir de ce dernier, le directeur général adjoint.

## **ARTICLE 4 APPLICATION**

L'application de la présente procédure est confiée au *directeur général* en vertu de l'article 36 du Règlement 1111-2019 sur la gestion contractuelle.

Cette personne est responsable de recevoir les plaintes de même que les manifestations d'intérêt, de faire les vérifications et analyses qui s'imposent et d'y répondre dans les délais requis par la Loi.

## **ARTICLE 5 PLAINTE FORMULÉE À L'ÉGARD D'UN PROCESSUS D'ADJUDICATION**

### **5.1 INTÉRÊT REQUIS POUR DÉPOSER UNE PLAINTÉ**

Seul une personne intéressée ou un groupe de personnes intéressées à participer à un *processus d'adjudication* en cours ou son représentant peut porter plainte relativement à ce processus.

### **5.2 MOTIFS AU SOUTIEN D'UNE PLAINTÉ**

Une personne intéressée ou un groupe de personnes intéressées à participer au *processus d'adjudication* ou son représentant peut porter plainte relativement à ce processus lorsqu'elle considère que les documents de demande de soumissions publique :

- prévoient des conditions qui n'assurent pas un traitement intègre ou équitable des concurrents;  
ou
- prévoient des conditions qui ne permettent pas à des concurrents d'y participer bien qu'ils soient qualifiés pour répondre aux besoins exprimés;  
ou
- prévoient des conditions qui ne sont pas conformes au cadre normatif de la Ville de Rimouski.

### **5.3 MODALITÉS ET DÉLAI DE TRANSMISSION D'UNE PLAINTÉ**

Toute plainte doit être transmise par voie électronique au *responsable désigné* à l'adresse courriel suivante : [direction.generale@ville.rimouski.qc.ca](mailto:direction.generale@ville.rimouski.qc.ca)

Elle doit être présentée sur le formulaire déterminé par l'Autorité des marchés publics disponible sur le site Web de cette dernière.

Elle doit être reçue par le *responsable désigné* au plus tard à la date limite de réception des plaintes indiquée dans le *SEAO*.

## 5.4 CONTENU D'UNE PLAINTE

Une plainte doit contenir les informations suivantes :

- Date;
- Identification et coordonnées du plaignant :
  - nom
  - adresse
  - numéro de téléphone
  - adresse courriel
- Identification de la demande de soumissions visée par la plainte :
  - numéro de la demande de soumissions
  - numéro de référence *SEAO*
  - titre
- Exposé détaillé des motifs au soutien de la plainte;
- Le cas échéant, tout document pertinent au soutien des motifs de la plainte;
- Toute autre information requise dans le formulaire déterminé par l'Autorité des marchés publics.

## 5.5 CRITÈRES DE RECEVABILITÉ D'UNE PLAINTE

Pour qu'une plainte puisse faire l'objet d'un examen par le *responsable désigné*, elle doit remplir les conditions suivantes :

- a) Être transmise par une personne intéressée au sens de l'article 5.1;
- b) Être transmise par voie électronique au *responsable désigné*;
- c) Être présentée sur le formulaire déterminé par l'Autorité des marchés publics en vertu de l'article 45 de la Loi;
- d) Être reçue par le *responsable désigné* au plus tard à la date limite de réception des plaintes indiquée dans le *SEAO*;
- e) Porter sur un *contrat visé*;
- f) Porter sur le contenu des documents de demande de soumissions disponibles dans le *SEAO* au plus tard deux (2) jours avant la date limite de réception des plaintes;
- g) Être fondée sur l'un des motifs énumérés à l'article 5.2 de la présente procédure, tout autre motif n'étant pas considéré dans le cadre de l'analyse.

## 5.6 RÉCEPTION ET TRAITEMENT D'UNE PLAINTE

Sur réception d'une plainte, le *responsable désigné* procède à l'examen de celle-ci conformément à la présente disposition.

Il s'assure de l'intérêt du plaignant au sens de l'article 5.1

S'il juge que le plaignant n'a pas l'intérêt requis, il l'avise sans délai en lui transmettant un avis à cet effet. (ANNEXE I)

Après s'être assuré de l'intérêt du plaignant, il fait mention sans délai dans le *SEAO* de la réception d'une première plainte.

Il s'assure que les autres critères de recevabilité prévus à l'article 5.5 sont rencontrés.

S'il juge que la plainte est non-recevable en vertu de l'article 5.5 c) de la présente procédure, il avise sans délai le plaignant en lui transmettant un avis à cet effet. (ANNEXE II)

Si la plainte n'est pas recevable pour un des motifs énoncés à l'article 5.5 b) à g) de la présente procédure, la décision d'irrecevabilité est assimilée à une décision au sens de la loi. Il en avise sans délai le plaignant en lui transmettant un avis à cet effet précisant le ou les motifs d'irrecevabilité. (ANNEXE III)

Il convient, avec le responsable de l'appel d'offres ou avec le service requérant, des vérifications qui doivent être effectuées afin d'analyser le bien-fondé des motifs allégués dans la plainte.

Dans le cadre du traitement de la plainte, le *responsable désigné* peut s'adjoindre les services de ressources externes.

Il doit, lorsque les vérifications et analyses effectuées démontrent que la plainte est fondée, accepter la plainte et prendre les mesures appropriées pour y donner suite. Dans le cas contraire, il doit rejeter la plainte.

## **5.7 DÉCISION**

Le *responsable désigné* doit transmettre la décision (ANNEXE IV ou V) au plaignant par voie électronique après la date limite de réception des plaintes indiquée dans le *SEAO*, mais au plus tard trois jours avant la date limite de réception des soumissions prévue. Au besoin, la date limite de réception des soumissions est repoussée. Ce nouveau délai est publié dans le *SEAO*.

Dans les cas où plus d'une plainte pour une même demande de soumissions sont reçues, le responsable transmet les décisions au même moment.

Au besoin, le *responsable désigné* reporte la date limite de réception des soumissions pour qu'un délai minimal de sept jours reste à courir à compter de la date de transmission de la décision. Ce nouveau délai est publié dans le *SEAO*.

La décision doit indiquer au plaignant qu'il dispose d'un délai de trois jours suivant la réception de la décision pour formuler, conformément à l'article 37 de la Loi, une plainte auprès de l'Autorité des marchés publics.

Le *responsable désigné* fait mention sans délai de la transmission de la décision dans le *SEAO*.

## **ARTICLE 6 MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS ET PLAINTES FORMULÉES À L'ÉGARD D'UN PROCESSUS D'ATTRIBUTION**

### **6.1 MOTIF AU SOUTIEN D'UNE MANIFESTATION D'INTÉRÊT**

Une personne peut manifester son intérêt à l'égard d'un contrat faisant l'objet d'un avis d'intention lorsqu'elle considère être en mesure de réaliser le contrat en fonction des besoins et des obligations énoncés dans cet avis publié dans le *SEAO*.

### **6.2 MODALITÉ ET DÉLAI DE TRANSMISSION D'UNE MANIFESTATION D'INTÉRÊT**

Toute manifestation d'intérêt doit être transmise par voie électronique au *responsable désigné* à l'adresse courriel suivante : [direction.generale@ville.rimouski.qc.ca](mailto:direction.generale@ville.rimouski.qc.ca)

Elle doit être reçue par le *responsable désigné* au plus tard à la date limite fixée dans l'avis d'intention publié dans le *SEAO*.

### **6.3 CONTENU D'UNE MANIFESTATION D'INTÉRÊT**

La manifestation d'intérêt doit contenir les informations suivantes :

- Date;
- Identification de la personne intéressée à conclure le contrat avec la municipalité :
  - nom
  - adresse
  - numéro de téléphone
  - adresse courriel
- Identification de l'avis d'intention publié dans le *SEAO* :
  - numéro de contrat
  - numéro de référence *SEAO*
  - titre
- Exposé détaillé et documentation démontrant que la personne est en mesure de réaliser le contrat en fonction des besoins et des obligations énoncés dans l'avis d'intention.

### **6.4 CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ D'UNE MANIFESTATION D'INTÉRÊT**

Pour qu'une manifestation d'intérêt puisse faire l'objet d'un examen par le *responsable désigné*, elle doit remplir les conditions suivantes :

- a) Être transmise par voie électronique au *responsable désigné*;
- b) Être reçue par le *responsable désigné* au plus tard à la date limite fixée dans l'avis d'intention publié dans le *SEAO*;
- c) Porter sur un *contrat visé*;
- d) Être fondée sur le seul motif énuméré à l'article 6.1 de la présente procédure.

## 6.5 Réception et traitement de la manifestation d'intérêt

Sur réception d'une manifestation d'intérêt, le *responsable désigné* procède à l'examen et à l'analyse de celle-ci conformément à la présente disposition.

Il s'assure que les critères d'admissibilité prévus à l'article 6.4 sont rencontrés. Si la manifestation d'intérêt est inadmissible pour un des motifs énoncés à l'article 6.4 de la présente procédure, la décision d'inadmissibilité est assimilée à une décision au sens de la Loi. Le *responsable désigné* en avise la personne qui a manifesté son intérêt en lui transmettant un avis à cet effet précisant le ou les motifs d'inadmissibilité. (ANNEXE VI)

Si le *responsable désigné* juge que la manifestation d'intérêt est admissible, il convient avec le responsable du contrat ou le service requérant concerné par l'avis d'intention, des vérifications qui doivent être effectuées afin de s'assurer de la capacité de la personne à réaliser le contrat en fonction des besoins et des obligations énoncés dans cet avis.

Dans la cadre du traitement de la manifestation d'intérêt, le *responsable désigné* peut s'adjoindre les services de ressources externes.

Le *responsable désigné* doit, lorsque les vérifications et analyses effectuées démontrent que la personne est en mesure de réaliser le contrat, accepter la manifestation d'intérêt et recommander de ne pas conclure le contrat de gré à gré. Dans le cas contraire, le *responsable désigné* recommande de poursuivre le *processus d'attribution* avec le fournisseur unique.

## 6.6 DÉCISION

Le *responsable désigné* doit transmettre la décision (ANNEXE VII ou VIII) à la personne qui a manifesté son intérêt par voie électronique au moins sept jours avant la date prévue dans l'avis d'intention pour la conclusion du contrat.

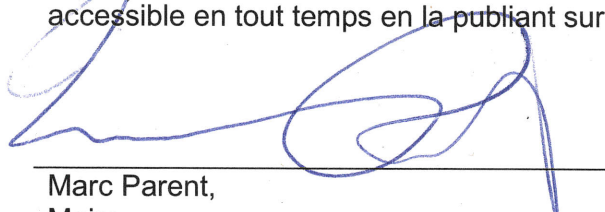
Si ce délai ne peut être respecté, la date de conclusion du contrat doit être reportée d'autant de jours qu'il en faut pour le respecter.

La décision doit indiquer à la personne qui a manifesté son intérêt qu'il dispose d'un délai de trois jours suivant la réception de la décision pour formuler, conformément à l'article 38 de la Loi, une plainte auprès de l'Autorité des marchés publics.


## ARTICLE 7 ENTRÉE EN VIGUEUR ET ACCESSIBILITÉ

La présente procédure entre en vigueur le 25 mai 2019.

Dès son entrée en vigueur, la Ville de Rimouski la rend, conformément à l'article 573.3.1.3 LCV accessible en tout temps en la publiant sur son site Web.



Marc Parent,  
Maire



Monique Sénéchal,  
Greffière



## ANNEXE I

### Processus d'adjudication

#### Avis relatif à l'intérêt

(Article 5.1 et 5.5 a) de la Procédure)

Date : [spécifier la date de l'Avis]

À : [identifier le plaignant]

De : [responsable désigné]

#### OBJET : AVIS – ABSENCE D'INTÉRÊT POUR PORTER PLAINTÉ

Prenez avis qu'après réception de votre plainte en date du [spécifier date] relative à l'appel d'offres [spécifier l'appel d'offres], nous avons déterminé que vous ne possédez pas l'intérêt requis pour porter plainte, puisque vous n'êtes pas ou ne représentez pas, au sens de la *Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics* (L.Q. 2017, c. 27), une personne intéressée ou un groupe de personnes intéressées à participer à un processus d'adjudication en cours.

Nous ne procéderons pas à l'analyse de votre plainte.

[signature du responsable désigné]

## ANNEXE II

### Processus d'adjudication

#### Avis d'irrecevabilité

(Article 5.5 c) de la Procédure)

Date : [spécifier la date de l'Avis]

À : [identifier le plaignant]

De : [responsable désigné]

#### OBJET : AVIS – IRRECEVABILITÉ DE VOTRE PLAINTÉ

Prenez avis qu'après réception de votre plainte en date du [spécifier date] relative à l'appel d'offres [spécifier l'appel d'offres], nous vous avisons que cette plainte est irrecevable puisqu'elle n'a pas été transmise sur le formulaire déterminé par l'Autorité des marchés publics en vertu de l'article 45 de la *Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics* (L.Q. 2017, c. 27).

Nous n'avons donc pas procédé à l'analyse de votre plainte.

Si vous désirez que nous procédions à l'analyse de votre plainte, veuillez nous faire parvenir celle-ci sur le formulaire prescrit à cette fin avant la date limite de réception des plaintes indiquée dans le SEAO.

[signature du responsable désigné]

**Processus d'adjudication**

**Décision - irrecevabilité**

(Article 5.5 de la Procédure)

Date : [spécifier la date de la Décision]

À : [identifier le plaignant]

De : [responsable désigné]

**OBJET : DÉCISION – IRRECEVABILITÉ DE VOTRE PLAINTE**

Prenez avis qu'après réception de votre plainte en date du [spécifier date] relative à l'appel d'offres [spécifier l'appel d'offres], celle-ci a fait l'objet d'une analyse de recevabilité. Votre plainte est irrecevable pour le ou les motifs suivants :

- Elle n'a pas été transmise par voie électronique au responsable désigné (article 5.5 b)
- Elle n'a pas été présentée sur le formulaire déterminé par l'Autorité des marchés publics en vertu de l'article 45 de la Loi (article 5.5 c)
- Elle n'a pas été reçue par le responsable désigné au plus tard à la date limite de réception des plaintes indiquée dans le SEAO (article 5.5 d)
- Elle ne porte pas sur un contrat visé (article 5.5 e)
- Elle ne porte pas sur le contenu des documents de la demande de soumissions disponibles dans le SEAO au plus tard deux jours avant la date limite de réception des plaintes (article 5.5 f)
- Elle n'est pas fondée sur l'un des motifs énumérés à l'article 5.2 de la *Procédure de réception et d'examen des plaintes formulées dans le cadre de l'adjudication ou de l'attribution d'un contrat*, tout autre motif n'étant pas considéré dans le cadre de l'analyse (article 5.5 g)

Nous n'avons donc pas procédé à l'analyse de votre plainte sur le fond.

En cas de désaccord avec la décision rendue, vous avez un délai de trois jours à compter de la réception de la présente décision pour formuler, conformément à l'article 37 de la *Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics* (L.Q. 2017, c. 27), une plainte auprès de l'Autorité des marchés publics.

[signature du responsable désigné]

## ANNEXE IV

### Processus d'adjudication

#### Décision – acceptation de la plainte

Date : [spécifier la date de la Décision]

À : [identifier le plaignant]

De : [responsable désigné]

#### OBJET : DÉCISION RELATIVE À VOTRE PLAINTE

Prenez avis qu'après réception de votre plainte en date du [spécifier date] relative à l'appel d'offres [spécifier l'appel d'offres], celle-ci a fait l'objet d'une analyse, au terme de laquelle votre plainte est considérée fondée.

En conséquence, les mesures jugées appropriées [seront/ont été] prises afin d'y donner suite.

En cas de désaccord avec la décision rendue, vous avez un délai de trois jours à compter de la réception de la présente décision pour formuler, conformément à l'article 37 de la *Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics* (L.Q. 2017, c. 27), une plainte auprès de l'Autorité des marchés publics.

[signature du responsable désigné]

## ANNEXE V

### Processus d'adjudication

#### Décision – rejet de la plainte

Date : [spécifier la date de la Décision]

À : [identifier le plaignant]

De : [responsable désigné]

#### OBJET : DÉCISION RELATIVE À VOTRE PLAINTE

Prenez avis qu'après réception de votre plainte en date du [spécifier date] relative à l'appel d'offres [spécifier l'appel d'offres], celle-ci a fait l'objet d'une analyse, au terme de laquelle votre plainte est considérée non fondée. Votre plainte est en conséquence rejetée.

*Facultatif* : { Les motifs de rejet de votre plainte sont les suivants : énumérer les motifs }  
de rejet et joindre, le cas échéant, toute documentation pertinente. }

En cas de désaccord avec la décision rendue, vous avez un délai de trois jours à compter de la réception de la présente décision pour formuler, conformément à l'article 37 de la *Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics* (L.Q. 2017, c. 27), une plainte auprès de l'Autorité des marchés publics.

[signature du responsable désigné]

**Processus d'attribution – Manifestation d'intérêt**

**Décision – manifestation d'intérêt inadmissible**

Date : [spécifier la date de la Décision]

À : [identifier le plaignant]

De : [responsable désigné]

**OBJET : DÉCISION – INADMISSIBILITÉ DE VOTRE MANIFESTATION D'INTÉRÊT**

Prenez avis qu'après réception de votre manifestation d'intérêt en date du [spécifier date] relative au contrat [spécifier le contrat] ayant fait l'objet d'un avis d'intention publié dans le SEAO, nous vous avisons que votre manifestation d'intérêt est inadmissible pour le ou les motifs suivants :

- Elle n'a pas été transmise par voie électronique au responsable désigné (article 6.4 a)
- Elle n'a pas été reçue par le responsable désigné au plus tard à la date limite fixée dans l'avis d'intention publié dans le SEAO (article 6.4 b)
- Elle ne porte pas sur un contrat visé (article 6.4 c)
- Elle n'est pas fondée sur le seul motif d'admissibilité prévu à l'article 6.1 de la *Procédure de réception et d'examen des plaintes formulées dans le cadre de l'adjudication ou de l'attribution d'un contrat*, à savoir que vous considérez être en mesure de réaliser le contrat en fonction des besoins et des obligations énoncés dans l'avis publié dans le SEAO (article 6.4 d)

Nous n'avons donc pas procédé à l'analyse de votre manifestation d'intérêt.

En cas de désaccord avec la décision rendue, vous avez un délai de trois jours à compter de la réception de la présente décision pour formuler, conformément à l'article 38 de la *Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics* (L.Q. 2017, c. 27), une plainte auprès de l'Autorité des marchés publics.

[signature du responsable désigné]

**Processus d'attribution – Manifestation d'intérêt**

**Décision – manifestation d'intérêt acceptée**

Date : [spécifier la date de la Décision]

À : [identifier le plaignant]

De : [responsable désigné]

**OBJET : DÉCISION RELATIVE À VOTRE MANIFESTATION D'INTÉRÊT**

Prenez avis qu'après réception de votre manifestation d'intérêt en date du [spécifier date] relative au contrat [spécifier le contrat] ayant fait l'objet d'un avis d'intention publié dans le SEAO, nous vous avisons que cette manifestation d'intérêt a fait l'objet d'une analyse, au terme de laquelle votre manifestation d'intérêt est acceptée.

En conséquence, le contrat ne sera pas conclu de gré à gré.

En cas de désaccord avec la décision rendue, vous avez un délai de trois jours à compter de la réception de la présente décision pour formuler, conformément à l'article 38 de la *Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics* (L.Q. 2017, c. 27), une plainte auprès de l'Autorité des marchés publics.

[signature du responsable désigné]

## ANNEXE VIII

### Processus d'attribution – Manifestation d'intérêt

#### Décision – manifestation d'intérêt rejetée

Date : [spécifier la date de la Décision]

À : [identifier le plaignant]

De : [responsable désigné]

#### **OBJET : DÉCISION RELATIVE À VOTRE MANIFESTATION D'INTÉRÊT**

Prenez avis qu'après réception de votre manifestation d'intérêt en date du [spécifier date] relative au contrat [spécifier le contrat] ayant fait l'objet d'un avis d'intention publié dans le SEAO, nous vous avisons que cette manifestation d'intérêt a fait l'objet d'une analyse et que celle-ci est rejetée.

*Facultatif :* [ Les motifs de rejet de votre manifestation d'intérêt sont les suivants :  
énumérer les motifs de rejet et joindre, le cas échéant, toute documentation  
pertinente. ]

En conséquence, le processus d'attribution avec le fournisseur unique se poursuivra.

En cas de désaccord avec la décision rendue, vous avez un délai de trois jours à compter de la réception de la présente décision pour formuler, conformément à l'article 38 de la *Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics* (L.Q. 2017, c. 27), une plainte auprès de l'Autorité des marchés publics.

[signature du responsable désigné]